

que notre parti, que ce gouvernement, quel que soit le gouvernement, et notre parti est parfaitement d'accord là-dessus, puisse lui fournir toutes les chances possibles pour sa survie, pour son expansion. Voilà maintenant, je pense que si on réussit à redonner cette forme à notre petite et à notre moyenne entreprises, et à nos entreprises canadiennes, on serait beaucoup moins embarrassés par ce qu'on appelle le produit étranger. Parce qu'il faut être concurrentiel. Et qu'on ne me demande pas de s'entourer ou de s'enfermer dans un circuit de protection à 100 p. 100. Il faut quand même être ouvert au monde; j'admets cependant et je reconnais qu'il est important également de favoriser un minimum de protection pour le commerce canadien, mais avec un pourcentage décent. Il nous restera à établir le pourcentage qu'on appelle décent ou indécent.

[Traduction]

**M. Taylor:** Monsieur le Président, je trouve toujours amusant d'entendre le socialiste de Powell River parler de concurrence. Le nationalisme et la concurrence ne font pas bon ménage.

Je veux poser une question au député de Joliette (M. La Salle). J'ai apprécié ce qu'il a dit à propos de la recherche et du développement. Il m'a fait penser à un excellent ingénieur, le doyen de la faculté de génie de l'université d'Alberta, M. Bob Hardy. Lorsque je travaillais au ministère de la Voirie en Alberta, il soutenait que si nous affections 1 p. 100 de notre budget à la recherche, nous en retirerions des avantages considérables. Nous avons suivi sa recommandation pour nous rendre compte, dix ans plus tard, que non seulement notre dollar rapportait davantage, mais que nous disposions de meilleures structures et travaux publics plus efficaces. J'approuve ce qu'a dit le député à propos de la recherche et du développement.

Y a-t-il des domaines dans sa circonscription où la recherche et le développement permettrait de créer des emplois et augmenterait la valeur de chaque dollar des contribuables investi? Cela compte également.

[Français]

**M. La Salle:** Il est évident, monsieur le Président, que toutes les régions du Canada, dans cette possibilité d'une augmentation de la recherche et du développement, y trouveraient pour chaque dollar investi beaucoup plus d'effets positifs que c'est la situation présentement. Dans ma région comme dans n'importe quelle autre région du Canada, il est clair que la nécessité d'augmenter les crédits à la recherche et au développement pourrait signifier des réalisations et des projets qui correspondraient à la nature même de ces régions.

[Traduction]

**M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre part à un débat budgétaire. Après avoir longuement examiné les documents au cours de la séance d'information à huis clos à laquelle j'ai eu le privilège d'assister en compagnie de députés des deux côtés de la Chambre, j'ai été fort emballé par les programmes qu'on y expose.

Nous nous rendons tous compte que le déficit fédéral est élevé et qu'il limite le champ de manœuvre du gouvernement, qui ne pouvait nulle part accroître beaucoup ses dépenses. Il n'avait pas non plus la possibilité de réduire sensiblement le déficit en ce moment, à cause de la fragilité de la reprise et de

la nécessité d'entrer dans une phase d'expansion où nous serions assurés de ne pas nuire à la relance qui est amorcée et qui promet d'accroître l'embauche et de remettre notre économie en marche.

C'est avec un vif intérêt que j'ai écouté le discours du ministre et pris connaissance des programmes dont je reparlerai plus tard. J'étais aussi curieux de voir comment l'opposition allait attaquer le budget. Ce document renferme des mesures pour les petites entreprises, une réforme des pensions, un programme d'assurance-hypothèques, des programmes sensés, la simplification des règles fiscales visant les petites entreprises—autant de dispositions sensées qui sont le résultat de consultations et qui en prévoient d'autres. Il me semblait alors que l'opposition aurait de la difficulté à attaquer ces mesures.

Dans l'intervention que le critique de l'opposition en matière de finances a faite hier soir et qu'il a poursuivie ce matin, il n'a pas discuté du tout de l'essentiel des dispositions du budget. Pendant 90 minutes, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) n'a parlé que d'une chose: le déficit. Il en a traité sous tous les angles imaginables. C'est ce dont le député de Saint-Jean-Ouest a parlé pendant 90 minutes. Il n'a rien dit des dispositions du budget ni des causes du déficit; il s'est simplement gargarisé d'une longue diatribe où il a décrit tous les maux qui allaient s'abattre sur le Canada si le problème du déficit n'était pas réglé.

Le député de Saint-Jean-Ouest n'a rien dit de ce que les conservateurs feraient s'ils étaient au pouvoir ou de ce qu'ils auraient fait s'ils avaient été au pouvoir pendant la même période. Nous nous rappelons tous—et le député en a parlé dans son discours parce qu'il savait que nous le ferions nous-mêmes—ce qu'il a dit l'année dernière à propos du budget d'avril du ministre des Finances (M. Lalonde) quand on lui a demandé ce qu'il ferait face à la situation qui existait au pays à ce moment-là. Comme il l'a reconnu ce matin, il avait dit à l'époque que le ministre avait agi de façon réfléchie, que le budget était approprié à ce moment-là et qu'il ferait essentiellement la même chose. C'est ce qu'il avait dit en avril dernier. Quels changements dramatiques sont intervenus depuis? Hier soir, le ministre des Finances a présenté un budget tout à fait raisonnable étant donné la situation qui existe maintenant au Canada.

Depuis un an et demi, nous traversons une grave récession mondiale. Cette récession a touché tous les pays industrialisés du monde, mais ce sont les pays les moins développés qui en ont le plus souffert. C'est la pire récession mondiale depuis les années 30. C'est de là que provient notre déficit actuel. Voilà l'explication logique du déficit.

Si le déficit dépasse de beaucoup ce qu'un gouvernement conservateur aurait toléré, il faut alors se demander comment il l'aurait empêché de s'accroître. Je comptais bien entendre le député de Saint-Jean-Ouest en parler. Par exemple, les conservateurs auraient-ils réduit les prestations d'assurance-chômage? Auraient-ils réduit les prestations de sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et les prestations du Régime de pensions du Canada? Auraient-ils sabré d'autres dépenses sociales?

Je me rappelle que l'opposition ne nous a pas appuyés quand nous avons proposé le programme des 6 et 5 p. 100. Elle prétendait qu'il était injuste de réduire les dépenses ou d'imposer